

RAPPORT MORAL CONGRES DE GRENOBLE

La liberté commence où l'ignorance finit. V. Hugo (Océan)

Chers collègues, chers amis,

ce rapport moral revêt cette année un aspect un peu particulier pour votre serviteur et je vous demanderai de me pardonner si vous y ressentez un peu d'émotion, voire de passion.

J'ai l'honneur de vous présenter mon dernier rapport moral et de vous exprimer une fois encore des convictions que je sais partagées ici par le plus grand nombre.

Il est un évènement plus important encore et qui touche l'Institution : nous avons un nouveau président de la République et par suite un nouveau ministre de l'éducation nationale. Bien que nous les connaissions l'un et l'autre, à l'heure où je rédige j'avoue être plutôt dubitatif, et ce ne sont pas les premières mesures annoncées qui nous convaincront du contraire. Nous y reviendrons.

Vous avez entendu le rapport d'activité de la Secrétaire générale et avez pu apprécier ainsi l'activité du Conseil fédéral, auquel il faut ajouter tout ce que vous avez fait, vous les Unions. Vous avez été actifs, présents sur le terrain. Vous avez participé à la crédibilisation du discours fédéral.

Le rapport moral que je vous présente se décompose en trois grandes parties : l'école, la laïcité et l'ensemble Fédération, union et DDEN.

Parlons de l'École dite de la République, celle qui nous réunit aujourd'hui, qui nous mobilise, dont nous sommes des militants généreux, mais exigeants : généreux parce que nous donnons de notre temps, de notre argent, et que nous en attendons épanouissement et liberté pour le citoyen en devenir, et exigeants parce que nous voulons être fiers de sa réussite, pour les « petits de l'Homme » et pour notre pays.

J'ai le plus grand respect, la plus grande admiration pour l'œuvre de Jules Ferry grand initiateur de l'École qu'il a voulu obligatoire, gratuite et laïque. Ces principes fondateurs sont immuables. Il y avait là une volonté politique de réaliser ce que la Révolution française avait rêvé sans pouvoir concrétiser.

Mais nous sommes au 21^{ème} siècle. La société a changé, de plus en plus individualiste, consumériste, nos connaissances ont évolué, et notre École ne se porte pas au mieux. Il n'est pas dans notre intention de jeter la pierre à qui que ce soit, nous sommes tous collectivement responsables. Nous avons peut-être collectivement oublié l'essentiel, malgré le rappel récurrent des DDEN.

L'École de la réussite pour tous doit savoir conjuguer le bien-être, l'épanouissement (selon le LAROUSSE, s'épanouir, c'est « *se développer dans toutes ses potentialités* »), la confiance en soi et dans autrui, l'autonomie, l'envie d'apprendre, la réussite, la créativité. L'école ne peut se réduire à la transmission formelle des savoirs et connaissances dans le cadre formaté de programmes irréalisables.

Pris en otages dans les rets d'une conception déterministe, élitiste... et simpliste de « l'éducation-instruction », malheureusement prônée ou partagée par de nombreux parents, enseignants, élus... y compris les plus éclairés, les élèves sont niés dans leurs dimensions d'enfant autonome, émotif, affectif, curieux, explorateur, conquérant.

La loi de refondation malgré ses imperfections ou insuffisances avait appréhendé la notion d' « enfant-élève » et l'avait traduite en particulier dans la réforme des rythmes scolaires. Evidemment, et bizarrement, ceux-là mêmes qui s'étaient élevés contre le passage de la semaine à 4 jours devenaient les plus fervents opposés à un retour à 9 demi-journées !

Pourquoi faut-il toujours « rappeler » que l'école a été instituée pour les enfants, et n'appartient pas aux enseignants ou à leurs syndicats ni aux parents ou familles, ni même aux responsables du système éducatif, fussent-ils élus par le peuple ? C'est évidemment un bien commun de la nation dans toutes ses composantes. Faute de lucidité ou de courage, le Ministère de l'Éducation Nationale n'en finit pas d'écoper un bateau ivre qui prend l'eau en permanence, malgré la qualité de ses pédagogues, éducateurs et rééducateurs.

Nous pouvons comprendre une réaction épidermique face à une Éducation nationale changeant aussi souvent de cap. Toutefois, la pédagogie, la mobilisation de certains acteurs comme les DDEN, la volonté politique d'élus locaux conscients de l'enjeu, ont permis cette « révolution », reconnaître que la journée d'un enfant comprend différentes séquences, toutes éducatives, mais que c'est toujours la même personne, qu'il y a interaction entre les séquences. Il y a une cohérence à assurer.

La réforme, à peine mise en place, était victime d'un double changement de ministre en quelques mois. C'était le début d'une renonciation à des principes forts pour les chimères de l'électoratisme.

Aujourd'hui, la démagogie et l'idéologie aidant, le nouveau ministre dans une de ses premières mesures, encourage à revenir à la semaine des 4 jours. **Comment peut-on parler sérieusement aujourd'hui des incidences de la réforme des rythmes scolaires sur la réussite des élèves, à peine trois ans après une mise en place souvent plus que laborieuse ?**

Les plus « pénalisés » seront encore et toujours les plus démunis, déboussolés et vulnérables dont la famille est elle-même démunie, déboussolée et vulnérable. C'est à dire, ceux qui sont en souffrance pérenne ou récurrente à la maison, à l'école, dans la cité, en milieu rural... et ailleurs. En manque de réussite ou en échec, beaucoup d'entre eux ne forment même pas l'idée qu'ils sont capables, eux aussi, de comprendre, d'apprendre et de réussir, alors que le cerveau de **Homo sapiens sapiens** se caractérise notamment par sa plasticité, et qu'il « autorise » donc à tous les âges les flexibilités, acquisitions et constructions intellectuelles les plus diverses et complexes... sans limite.

Je voudrais citer Hubert Montagner : « *Considérer le petit de l'Homme dans ses dimensions imbriquées d'enfant et d'élève est, sans aucun doute, un fondement pour sa réussite scolaire, sociale, civique... et un fer de lance majeur dans le combat contre les inégalités et injustices sociales* ».

Fidèles à nous-même, nous devons nous mobiliser : pour l'enfant d'une manière générale, et pour les plus démunis en particulier, c'est ça que doit être l'École de la République, c'est notre combat !

Dans le nouveau contexte, à partir de la résolution générale, et dans la continuité de ce que nous avons toujours mis en avant, à savoir l'intérêt bien compris de l'enfant,

Je demande au futur Conseil fédéral d'établir une feuille de route claire pour la fédération, pour l'ensemble des DDEN en ce qui concerne l'École et son rôle d'émancipation sociale.

L'Éducation et la formation doivent être reconnues comme **la** priorité de la nation. Le budget de l'EN doit demeurer le 1^{er} budget de l'État.

Le recrutement des enseignants ne doit pas être réservé aux seules origines sociales capables de supporter financièrement des études à bac+5. Ce serait là aussi un pas vers **la mixité sociale à l'école**.

Parmi d'autres axes qu'il ne faut pas délaissier je voudrais citer l'accueil du handicap encore loin d'être satisfaisant. Cessons de bricoler !

Il faut aussi parler de la Santé scolaire, la grande oubliée des mesures incitatives ? Et pourtant certaines difficultés prises en charge dès le début de la scolarité peuvent ne plus être un handicap à la réussite. Sans oublier une surveillance salvatrice face aux mauvais traitements que peuvent subir les enfants.

Nous n'ignorons pas les difficultés des écoles rurales, menacées de disparaître ou encore livrées à la concurrence d'écoles privées n'ayant pas les mêmes contraintes. Je pense que le sujet sera développé demain.

Je vous disais à Paris : « L'école, la Société doivent porter sur l'enfant un regard d'espoir à partager avec lui. L'école ne doit surtout pas conduire à la désespérance. »

Militons pour une école de la bienveillance, de la réussite de tous : *«Chaque enfant qu'on enseigne est un homme qu'on gagne »* écrit encore V. Hugo

Mon tour d'horizon sur l'École serait évidemment incomplet si je n'abordais le thème de la laïcité.

Nous le clamons bien fort : « la laïcité c'est ce qui permet de vivre ensemble dans l'égalité de liberté, de droits et d'obligations. La laïcité rassemble, cela signifie qu'elle ne peut être un dogme initiateur de conflits. »

Le principe de liberté de conscience est, je crois, aussi vieux que l'homme. Il y a toujours eu des hommes pour s'élever contre l'oppression quelle qu'en soit l'origine. L'Antiquité, l'Histoire moderne nous en fournissent des exemples célèbres : je pense à Socrate condamné à mort pour impiété, aux victimes des totalitarismes religieux ou d'état et ce jusqu'à nos jours..

C'est avec l'école de Jules Ferry qu'apparaît la laïcité. L'école est obligatoire pour tous, elle doit donc être laïque : à l'abri de tout embrigadement religieux, politique ou idéologique. Le personnel enseignant est donc laïcisé. C'est alors qu'apparaissent les délégués cantonaux.

Le 9 décembre 1905, après de longs et difficiles débats (y compris entre laïques) est votée la loi de séparation des églises et de l'État. Elle régit aujourd'hui espace privé et espace public.

La laïcité, tout d'abord principe, est devenue une valeur et nombreux sont ceux qui l'ajoutent au triptyque républicain.

Hélas, cette valeur n'est pas universelle, nous le déplorons, et c'est ce qui est à l'origine d'incompréhensions sources de conflits.

Les Laïques que nous sommes ont donc un devoir d'explication, pour convaincre : l'Homme a le droit de croire ou de ne pas croire en toute liberté. Nous devons aussi être fermes et exemplaires.

Les événements dramatiques que notre pays a connus ont fait apparaître la « Réserve citoyenne de l'Éducation nationale ». Nous en sommes Ambassadeurs et un certain nombre d'entre vous ont pu œuvrer utilement, au gré de l'implication de l'Administration.

En marge du 110^{ème} anniversaire de la loi de 1905 nous avons vu pousser un peu partout sur le territoire de nombreux arbres de la laïcité, des conférences se sont multipliées.

La ministre Najat Vallaud Belkacem a eu la bonne idée de faire du 9 décembre un jour commémoratif de cette loi fondatrice. Ainsi les élèves ont travaillé sur le « vivre ensemble » sur le thème de la citoyenneté, quelques fois d'ailleurs, et sans avoir attendu l'Administration, à l'initiative de l'Union locale des DDEN ... tout cela est bon et montre un esprit lucide, créatif et responsable.

Il faut continuer, élargir à un public plus représentatif de la société. Il n'est pas non plus interdit d'innover... .

Notre action est une affaire de longue haleine où rien n'est jamais acquis définitivement. C'est peut-être parce que les laïques ont oublié cela que nous avons pu connaître l'exploitation ignominieuse de la laïcité à des fins racistes et xénophobes.

Notre Action laïque, se situe aussi dans le cadre du Serment de Vincennes(6 juin 1969). Notre déception est grande de constater que la gauche au pouvoir n'a pas su, voulu, revenir sur la Loi Debré, sur les accords Cloupet –Lang, sur les pratiques concordataires. Les lois anti-laïques n'ont pas été abrogées Nous reconnaissons là tous les signes d'une banalisation de la dualité scolaire.... Que nous refusons !

C'est ainsi que l'enseignement confessionnel concurrentiel est toujours aussi florissant, qu'il y a des villages sans école publique, que l'heure d'enseignement religieux est toujours au programme hebdomadaire des écoles d'Alsace-Moselle, et tout cela malgré une bonne mobilisation des laïques locaux.

C'est pourquoi nous avons de plus en plus de mal à appeler l'école publique, l'École de la République, car la République montre peu d'égard pour son école, allant jusqu'à soutenir un enseignement concurrentiel et confessionnel, le comble pour une république laïque.

Quand on oublie les fondamentaux, on fragilise les bases de l'Institution.

Dans notre pays École publique et République sont liées. L'individualisme, le consumérisme avec le libéralisme à tout crin peuvent-ils constituer un ciment solide pour notre société ? Je ne le crois pas et **c'est pourquoi il nous faut défendre l'enseignement public et laïque dispensateur des valeurs auxquelles nous sommes attachés.**

Je vous disais l'an passé : « la guerre scolaire n'est pas terminée, elle est là, réelle, camouflée... ». J'ajoute que c'est vrai plus que jamais. Nos nouveaux dirigeants rendent le futur plus inquiétant encore.

La Fédération devra se montrer vigilante. Les laïques doivent resserrer leurs liens et en particulier ceux qui sont sensés défendre l'École publique dans le cadre du CNAL dont je ne vous ferai pas l'injure de rappeler les origines.

La Fédération, l'Union, les DDEN.

Chers collègues, vous m'entendrez une fois encore vous dire : la Fédération c'est vous, les Unions, vous les DDEN qui œuvrez sur le terrain. La Fédération a pour rôle de vous écouter, de donner de la cohésion, de la cohérence dans la mise en œuvre de la résolution générale votée chaque année. La Fédération vous représente dans les instances nationales.

Depuis quelques années nous avons mené une politique volontariste d'écoute et d'ouverture, non seulement à l'égard de nos partenaires traditionnels mais également vers d'autres moins typés EN mais appartenant à l'environnement scolaire ou laïque.

Notre objectif était d'être mieux reconnus pour être plus aptes à assurer notre fonction, mais aussi de réaliser plus facilement certaines actions qui nous semblent indispensables., comme intervenir dans la formation des enseignants.

Nous avons progressé :

membre de la réserve citoyenne dès sa création grâce à notre proposition faite à la Ministre tout juste après les événements de janvier où nous disions que dans ces circonstances, nous, DDEN, pouvions certainement être utiles. C'est ainsi que nous sommes devenus Ambassadeurs de cette même réserve. Au service des enseignants à leur demande ou en leur proposant des idées. Là où les DDEN ont pu participer le bilan est positif pour tous.

Dans un autre domaine il était inconcevable que nous ne soyons pas reconnu par le ministère comme association éducative complémentaire de l'enseignement public. Ce ne fut pas si simple qu'on pourrait le supposer. Mais ce fut déterminant pour faciliter notre implication dans la formation initiale des enseignants celle des directeurs.

Etre reconnu association éducative complémentaire de l'enseignement public nous a permis d'adhérer au CAPE et de voir ainsi s'ouvrir les portes des ESPE.

J'invite la Fédération à continuer sur cette voie. Je l'invite aussi à rester crédible. Par nos partenariats nous pouvons améliorer nos connaissances, notre pertinence, partager nos expériences, et nous former.

Assurer la cohésion, et la cohérence du fonctionnement.

J'ai toujours le sourire en abordant ce chapitre, tant la fédération me fait penser au village gaulois et à l'image plaisante, qu'on en retient.

Je suis loin d'être un adepte de la pensée unique et de l'autoritarisme forcené mais il faut bien constater une grande disparité dans le fonctionnement des Unions.

Le renouvellement quadriennal est une bonne opportunité pour mettre à plat et améliorer certains fonctionnements. Je pense :

A une relecture des statuts départementaux avec les nouveaux recrutés,

aux visites d'écoles, aux synthèses de différents niveaux.

au recrutement, aux formations initiale et continue (à thème particulier) des DDEN, (ex : le 1^{er} conseil d'école),

à la communication, n'hésitez pas à convoquer la presse locale lors des réunions qui marquent la vie des secteurs. Vous connaissez souvent le correspondant local,

à la diffusion de l'information fédérale,

à la trésorerie. Le passage en année civile n'est peut-être pas aussi difficile qu'on l'imagine et la Fédération peut vous aider.

... etc .

Nous vous avons demandé de respecter un certain calendrier pour payer les cotisations et les abonnements. A ce jour, 20% des unions n'ont pas versé la moindre avance. Est-ce normal ? Plus la gestion est difficile plus il faut être rigoureux. Je demande aux Unions de faire cet effort.

Il nous faut aussi aborder un autre sujet sur notre identité. En 1906 les Délégués cantonaux ont exprimé le souhait de se mettre en association et c'est ainsi qu'est née l'Union des

Délégués cantonaux. L'Histoire, aidée par Edgar Faure a créé les DDEN et c'est ainsi que la fédération des DDEN que vous connaissez a pu voir le jour.

Ce qui relie les DDEN c'est l'enfant-élève dans l'École publique, et la laïcité. Nous laissons au dehors toute autre préoccupation politique et /ou corporatiste.

La fédération n'est pas un terrain de jeux politique. C'est ce qui fait notre crédibilité. Nous y sommes attachés comme nous sommes attachés à notre indépendance.

Il faut être capable de parler honnêtement et sereinement à un élu, quelle que soit son étiquette politique, tout comme avec les enseignants ou les parents.

Notre souci : faire que l'enfant qui fréquente l'école publique y soit accueilli dans les meilleures conditions matérielles et morales afin qu'il puisse plus tard s'épanouir comme citoyen libre.

Nous avons ouvert un chantier que malheureusement nous n'avons pas encore clos. Je pense à la nomination de DDEN en Alsace –Moselle. Nous avons pu présenter des candidats dans le Bas-Rhin et le Haut Rhin en décembre dernier, dans le cadre du renouvellement quadriennal Deux d'entre eux seront parmi nous ce soir et je vous demanderai de les applaudir.

Bien que leur candidature n'ait pas été acceptée, grâce à leur action nous avons pu faire progresser notre dossier. Aujourd'hui il n'y a plus d'opposition de principe de l'Institut de Droit local à la présence de DDEN en Alsace-Moselle (confirmé par le rectorat de Strasbourg), Subsiste la condition d'un décret modifiant le code de l'éducation. Il sera peut-être plus facile à obtenir puisque plus d'objection locale.

Grâce à B. Racanière conseiller fédéral qui enseigne en Guyane il semble que l'Union locale de DDEN redémarre là bas : c'est une bonne nouvelle.

La fédération doit rester vigilante sur ces deux dossiers et aider ces amis qui nous rejoignent.

Nous avons différents partenariats. Qu'ils soient de principe comme avec l'ESPER dans le cadre de l'économie solidaire, ou plus actifs.

Qui dit partenariat dit volonté de travailler ensemble, Bien sûr nous ne sommes pas toujours d'accord mais nous discutons et progressons. Nous devons continuer à travailler dans ce sens en particulier avec l'OCCE et Solidarité Laïque pour les écoles fleuries, avec la JPA où nous participons au Conseil d'administration, comme à l' L'ANATEP dont le Secrétaire général sera présent à la table ronde de demain.

Le CAPE dont nous sommes adhérents depuis fin juin de l'an dernier est également pour nous très important par l'expérience de ses membres, par leur réflexion et une volonté affirmée de travailler en commun.

Nous sommes également présents actifs à l'ORTEJ, avec les JMFrance, à l'APAJH et à l'ONS. Nous sommes toujours présents au COFRADE. Vous avez pu apprécier sur notre site certaines de ses communications. Certains d'entre nous assistent régulièrement aux travaux de l'AREN. Vous avez pu en apprécier certains comptes rendus sur notre site. Par ces partenariats effectifs notre Fédération gagne en reconnaissance et d'autres font un pas vers nous. **Il nous faudra rencontrer, en bilatéral, les organisations du CNAL.**

J'invite la Fédération à poursuivre ces partenariats, à nous enrichir mutuellement de nos réflexions, de nos expériences. C'est ainsi que nous progresserons, dans un contexte d'amitié mais aussi d'indépendance.

Et les DDEN, quel avenir pour le DDEN ?

Il est clair qu'il ne nous appartient pas complètement. Nous savons que certains verraient notre disparition sans aucun regret. Je pense très sincèrement, en toute humilité, mais aussi en toute objectivité, que ce serait dommageable à l'école publique.

Nous savons tous ici que même dans les villages les plus reculés l'école est souvent l'objet de luttes politiques qui n'ont pas lieu d'être dans un conseil d'école. Il est bon alors qu'une voix s'élève et rappelle la règle. Cette voix est celle du DDEN.

Qui va trouver le maire et lui rappeler la nécessité de certains travaux ou lui parler sécurité ? c'est le DDEN.

Qui va intervenir auprès de l'administration pour signaler un cas difficile nié localement ? là encore c'est le DDEN.

Qui a son mot à dire dans l'organisation du PEDT, qui peut intervenir dans le cadre de la réserve citoyenne, qui peut assurer une médiation entre les différents partenaires de l'équipe éducative, qui va parler laïcité dans la formation des enseignants, qui soutient l'école laïque contre la concurrence privée ? je pourrais continuer la liste.

Oui l'école publique a besoin de nous !

Nous avons vu l'éventail de nos possibilités d'intervention s'élargir, il nous faut donc essayer de pérenniser tout cela dans notre statut. **Ce devrait être un des grands chantiers à venir pour la Fédération.**

Cela signifie également que localement nous devons être crédibles. Cela signifie qu'il faut que nous nous formions. **Voilà un autre chantier : la formation pour une efficacité de chacun et une cohérence fédérale.**

En conclusion,

Je voudrais d'abord vous dire que nous sommes sur une bonne voie, mais je n'en connais pas qui ne soit parsemée d'embûches. Nous devons et devons être forts pour résister à nos ennemis, nos détracteurs de toute sorte, y compris peut-être, au sein de notre fédération. Nous avons les solutions entre nos mains : concentrons nos efforts sur le seul intérêt de l'enfant-citoyen en herbe qui justifie notre existence, face à l'adversité restons unis, recrutons, allons vers ceux qui montrent un intérêt pour l'École, pour la laïcité, ils ne sont pas parfaits mais ils le deviendront avec vous car vous les convainquez, les formerez afin qu'ils acquièrent avec vous cette crédibilité de « sagesse représentant la Société civile » .

De nouveaux chantiers s'ouvrent pour la Fédération. Ils sont importants et ils viennent compléter un programme déjà bien fourni. Je souhaite à tous la volonté de progresser ensemble, le courage d'affronter les difficultés, à l'interne comme à l'externe. De l'implication entière et désintéressée de tous dépendra la réussite du Projet fédéral dont la résolution générale demeure la colonne vertébrale.

« L'Histoire enseigne aux hommes la difficulté des grandes tâches et la lenteur des accomplissements mais elle justifie l'invincible espoir. » Jaurès

Après 35 années de DDEN, 10 ans de présidence d'union et 6 ans en responsabilité au sein du CF j'ai confiance dans notre avenir, j'ai l'espoir de voir progresser l'École publique qui demeure pour moi le creuset de la République parce qu'on y apprend à vivre ensemble, qu'on y enseigne les valeurs de la république de Liberté, d'Égalité et de Fraternité.

Que Vive l'École laïque !

Merci

Daniel Foulon 21/06/2017